



## **Enquête Publique**

**Relative à la révision générale du plan local  
d'urbanisme (PLU) de la ville de La Crau**

### **ANNEXE 1 AU RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR**

### **ARRÊTÉ D'OUVERTURE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE**

Arrêté n° AP 25/139 pris le 29/07/2025 par monsieur le Président de la métropole Toulon  
Provence Méditerranée



**N° AP 25/139**

## **A R R E T E**

### **VILLE DE LA CRAU - OUVERTURE DE L'ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE A LA REVISION GENERALE DU PLU**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L153-19, L153-31 à L153-35, R153-8 et R153-11,

**VU** le Code de l'Environnement et notamment ses articles L123-1 et suivants, ses articles R123-1 et suivants,

**VU** le décret n°2017-626 du 25 avril 2017 relatif aux procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement et modifiant certaines dispositions relatives à l'évaluation environnementale de certains projets, plans et programmes,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération du Conseil Municipal n°2017/093/5 du 09 novembre 2017 ayant prescrit la procédure de révision générale du PLU de La Crau, fixé les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation,

**VU** la délibération du Conseil Métropolitain n°18/02/13 du 13 février 2018 ayant approuvé la poursuite et l'achèvement des procédures d'élaboration et évolution du PLU de La Crau engagées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018,

**VU** la délibération du Conseil Municipal n°2018/012/12 du 14 mars 2018 ayant accepté la décision du Conseil Métropolitain susvisée (achèvement de la procédure de révision du PLU de La Crau n°2017/093/5 du 09 novembre 2017 susvisée),

**VU** la délibération du Conseil Métropolitain n°21/02/44 du 16 février 2021 ayant complété la délibération du Conseil Municipal de La Crau n°2017/093/5 du 09 novembre 2017 susvisée,

**VU** la délibération du Conseil Municipal de La Crau n°2021/082/5 du 19 octobre 2021 relative au débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLU de La Crau,

**VU** la délibération du Conseil Métropolitain n°21/12/430 du 16 décembre 2021 relative au débat sur les orientations générales du PADD du PLU,

**VU** la délibération du Conseil Municipal de La Crau n°2025/010/10 du 03 février 2025 relative au débat complémentaire sur les orientations générales du PADD du PLU,

**VU** la délibération du Conseil Métropolitain n°25/02/011 du 27 février 2025, relative au débat complémentaire sur les orientations générales du PADD du PLU,

**VU** la délibération du Conseil Métropolitain n°25/04/061 du 30 avril 2025 relative au bilan de la concertation et à l'arrêt de la révision générale du Plan Local d'Urbanisme,

**VU** l'ordonnance 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement,

**VU** le Plan Local d'Urbanisme de La Crau opposable,

**VU** la décision n°25000057/83 du Tribunal Administratif de Toulon en date du 15/07/2025, désignant Monsieur Bernard MUNDET en qualité de Commissaire Enquêteur,

**VU** les pièces du dossier soumis à l'enquête publique,

**CONSIDERANT** les caractéristiques principales de la révision générale du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de La Crau qui permettent de développer un projet de territoire répondant aux besoins de la population et aux évolutions législatives ainsi qu'anticiper sur les révisions en cours du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Provence Méditerranée et du Programme Local de l'Habitat (PLH), conformément à la délibération n°2017/093/5 du Conseil Municipal en date du 9 novembre 2017 susvisée,

**CONSIDERANT** que, conformément aux dispositions de l'article R104-23 du Code de l'Urbanisme, le projet de PLU arrêté a été soumis pour avis à la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe),

**CONSIDERANT** que, conformément aux dispositions de l'article L153-16 du Code de l'Urbanisme, le projet de PLU arrêté a été soumis pour avis aux Personnes Publiques Associées mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'Urbanisme,

**CONSIDERANT** que, conformément aux dispositions des articles L151-12 et L151-13 du Code de l'Urbanisme, la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) s'est réunie en date du 4 juillet 2025,

**CONSIDERANT** la nécessité de soumettre le projet de révision générale du PLU de La Crau à enquête publique en vue de son approbation conformément aux dispositions de l'article L153-19 du Code de l'Urbanisme,

## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1**

Du 25 août 2025 au 26 septembre 2025 inclus, il sera procédé à une enquête publique relative à la procédure de révision générale du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de La Crau ouverte et organisée au titre de l'article L153-31 et suivants du Code de l'Urbanisme et conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'Environnement par Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée. La Métropole Toulon Provence Méditerranée étant compétente en matière de planification urbaine.

### **ARTICLE 2**

Monsieur Bernard MUNDET, ingénieur BTP, a été désigné en qualité de Commissaire-Enquêteur par Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Toulon.

### **ARTICLE 3**

Le siège de l'enquête est la Mairie de La Crau (Hôtel de Ville, Boulevard de la République, 83260 La Crau).

Les pièces du dossier ainsi que le registre d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le Commissaire-Enquêteur, seront mis à disposition du public, aux fins de consultations, d'observations, propositions et contre-propositions pendant la durée de l'enquête, 25 août 2025 au 26 septembre 2025 inclus, à l'Hôtel de Ville de La Crau, siège de l'enquête publique, du lundi au vendredi, de 8 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 17 h 00.

Les observations, propositions et contre-propositions pourront également être adressées au Commissaire-Enquêteur :

- Par courrier, jusqu'au 26 septembre 2025 (cachet de La Poste faisant foi) au siège de l'enquête publique, en Mairie de La Crau (Boulevard de la République 83260 La Crau),
- Par voie électronique jusqu'au 26 septembre 2025, 17 h 00, à l'adresse suivante : [mtpm.plu@metropoletpm.fr](mailto:mtpm.plu@metropoletpm.fr) en précisant en objet « Révision générale du PLU de La Crau ».

Les pièces du dossier et les informations relatives à l'enquête publique sont également disponibles sur le site de la Commune de La Crau ([www.villedelacrau.fr](http://www.villedelacrau.fr)) et par un lien direct depuis le site internet de la Métropole ([www.metropoletpm.fr](http://www.metropoletpm.fr)) vers le site internet de La Crau.

Un ordinateur dédié à la consultation des pièces du dossier dématérialisé sera mis à la disposition du public au 2ème étage de la Mairie de La Crau, siège de l'enquête publique.

Toute information concernant le dossier d'enquête publique pourra être sollicitée au 2<sup>ème</sup> étage de la Mairie de La Crau, Direction de l'Aménagement du Territoire ([urbanisme@villedelacrau.fr](mailto:urbanisme@villedelacrau.fr); 04.94.01.56.84), auprès de Monsieur Nicolas FERRER (Directeur de l'aménagement du territoire).

### **ARTICLE 4**

Le Commissaire-Enquêteur recevra personnellement les observations du public les jours suivants en Mairie de La Crau :

- Lundi 25 août 2025 de 9h à 12h
- Jeudi 4 septembre 2025 de 14h à 17h
- Mercredi 10 septembre 2025 de 9h à 12h
- Mardi 16 septembre 2025 de 14h à 17h
- Mercredi 24 septembre 2025 de 9h à 12h
- Vendredi 26 septembre 2025 de 14h à 17h.



## **ARTICLE 5**

Le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de La Crau est soumis à une évaluation environnementale. Le dossier d'enquête publique comprend les informations environnementales se rapportant à l'objet de l'enquête au sein du rapport de présentation (pièce 1, tome 2 : évaluation environnementale).

## **ARTICLE 6**

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera mis à disposition du Commissaire-Enquêteur qui sera chargé de le clore.

Dès réception du registre et des documents annexés, le Commissaire-Enquêteur rencontrera, dans la huitaine, le responsable de projet, et lui communiquera un procès-verbal de synthèse des observations écrites et orales.

Le responsable du projet disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Le Commissaire-Enquêteur disposera d'un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête pour établir et transmettre au Président de la Métropole TPM, son rapport et ses conclusions motivées, ainsi que les exemplaires du dossier de l'enquête déposés en Mairie, accompagnés du registre et des pièces annexées.

Une copie du rapport et des conclusions motivées du Commissaire-Enquêteur sera adressée à Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Toulon, à Monsieur le Préfet du Var, à Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et à Monsieur le Maire de La Crau.

## **ARTICLE 7**

La copie du rapport et des conclusions motivées du Commissaire-Enquêteur sera pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête :

- Tenue à la disposition du public, au siège de l'enquête publique, en Mairie de La Crau (Boulevard de la République 83260 La Crau) ;
- Publiée sur les sites internet de la Métropole ([www.metropoletpm.fr](http://www.metropoletpm.fr)) et de la Commune de La Crau ([www.villedelacrau.fr](http://www.villedelacrau.fr)).

## **ARTICLE 8**

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié en caractères apparents quinze jours au moins avant le début de l'enquête, et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans les journaux :

- Var Matin – Nice matin
- La Marseillaise

Une copie des avis publiés sera annexée au dossier soumis à l'enquête avant son ouverture en ce qui concerne la première insertion et au cours de l'enquête pour la deuxième.

Cet avis sera publié par voie d'affiches :

- Au siège de l'enquête, à savoir en Mairie de La Crau (Boulevard de la République 83260 La Crau),
- A l'Hôtel de la Métropole (107 Bd Henri Fabre, 83000 Toulon)
- Sur les sites internet de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ([www.metroletpm.fr](http://www.metroletpm.fr)) et de la Ville de La Crau ([www.villedelacrau.fr](http://www.villedelacrau.fr)),
- En divers lieux ou quartiers du territoire de La Crau :  
Mairie principale, Mairie Annexe (bd de la République), Ancienne mairie annexe de la Moutonne, Gare de La Crau, Complexe sportif Louis Palazy, Complexe sportif de l'Estagnol, Vallon du Soleil, Espace Maurric, Parc du Béal, Parking Samuel Paty - Office de tourisme – Ecole maternelle Jules Audibert - Ecole maternelle Palazy - Les Longues (giratoire des Arquets, RD 554) - Saint Augustin (contre-allée), La Bastidette (Chemin du moulin 1er), Entrée de la ZAC de Gavary.

Les affiches seront mises en place quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci. L'accomplissement de cette formalité sera certifié par Monsieur Le Maire.

## **ARTICLE 9**

A l'issue de l'enquête publique, le Conseil Métropolitain de la Métropole Toulon Provence Méditerranée se prononcera par délibération sur l'approbation de la révision générale du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de La Crau, éventuellement modifiée pour tenir compte des avis émis des Personnes Publiques Associées et Consultées et des résultats de l'enquête publique.

## **ARTICLE 10**

Des copies du présent arrêté seront adressées à :

- M. le Préfet du Var,
- M. le Président du Tribunal Administratif de Toulon,
- M. le Commissaire-Enquêteur,
- M. le Maire de La Crau.

## **ARTICLE 11**

Le présent arrêté sera affiché au siège de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et en Mairie de La Crau jusqu'à la fin de l'enquête publique.

## **ARTICLE 12**

Monsieur Le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Le Président : - certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet Acte.  
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

Signature :

Fait à Toulon, le **29 JUL. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE





